

MIRAMAS



Les 600 logements de la Maille 1 bientôt en chantier

Mercure, Trident, Levant et les Caravelles : les résidences sociales qui vont bénéficier d'une opération de renouvellement urbain, la deuxième menée sur la commune. **P.13**

CULTURE

« Constellations » : le lumineux album de la Marseillaise Élodie Rama

Onze titres naviguant avec allégresse entre hip-hop, jazz et neosoul... Le premier album « en famille » de cette compositrice et chanteuse confirme le premier essai de « Strange island ». **P.18**



MARSEILLE



Les attentes des riverains pour le parc Longchamp

520 personnes ont répondu à une enquête sur le fonctionnement de cet espace vert du centre-ville : plus de confort, de détente, de propreté et de surveillance. **P.10**

www.lamarseillaise.fr
La Marseillaise

« Celui qui combat peut perdre, celui qui ne combat pas a déjà perdu » Bertolt Brecht

Le journal le plus chanté de France

1,3 MILLION PARTOUT EN FRANCE

Infatigables



Toujours de beaux cortèges à Marseille, Avignon ou Draguignan qui, cette fois, a pris le relais du rendez-vous varois. En ligne de mire : le bras de fer promis pour le 7 mars si la rue n'est toujours pas entendue. **P. 2 à 9**

ÉDITORIAL

Léo Purguette

Macron
dans
l'impasse

• Emmanuel Macron, peu coutumier des remises en cause, ne décolère pas de voir ses plans contrariés.

Il espérait donner le baiser de la mort aux LR en contraignant ses députés à le soutenir sur une mesure phare de leur programme. Le voilà confronté à des députés qui défendaient il y a six mois la retraite à 65 ans, mais traînent des pieds pour voter son projet à 64.

Il imaginait fracturer la Nupes en comptant sur les socialistes qui avaient voté la réforme Touraine. La pression de la rue les a, au contraire, poussés plus à gauche.

Il souhaitait faire la courte-échelle à l'extrême droite en demandant à ses troupes de favoriser la motion référendaire du RN, les groupes de gauche ne sont pas tombés dans le panneau.

Il existe pourtant une issue

Il croyait pouvoir faire passer son opposition de gauche comme irresponsable. Elle décide de retirer une grande part de ses amendements pour placer l'ensemble des députés-précisément face à leur responsabilité sur le vote de l'article 7, qui prévoit le report de l'âge légal de départ.

Il misait sur une fracture de l'intersyndicale. Elle tient bon et a mis 1,3 million de personnes dans la rue en pleines vacances scolaires.

Emmanuel Macron ne sait plus comment sortir de cette impasse dans laquelle il s'est lui-même placé. Sa discrétion médiatique sur la réforme n'est pas un hasard : sentant le pays arrivé au point de blocage, il laisse sa Première ministre et son gouvernement prendre les coups. Il existe pourtant une issue : le retrait de cette réforme injuste et honnie par une écrasante majorité de Français.

À Marseille,
les manifestants
visent le 7 mars

Moins nombreux mais toujours aussi déterminés, manifestants et leaders syndicaux qui arpentaient les rues de Marseille, ce jeudi, planchent déjà sur la manière de faire plier le gouvernement d'ici le 7 mars.

Ce n'est parce que c'est les vacances que c'est la fin du mouvement ! », martèle Olivier Mateu, secrétaire général de l'UD CGT 13, alors qu'il dépasse l'hôtel de ville de Marseille. Encore une fois, il est aux côtés des autres secrétaires généraux locaux de l'ensemble des organisations syndicales réunies sous une bannière unitaire. Et, s'il y a moins de monde dans les rues de la cité phocéenne que pour les mobilisations précédentes, 7 000 manifestants selon la police, 90 000 selon l'intersyndicale, Olivier Mateu note tout de même que « le patronat et le gouvernement ont toujours le même problème : cette réforme, personne n'en veut ». Un problème qui commence à sérieusement s'inscrire dans la durée. « On a 100 % de grévistes, aucun mégawattheure ne sort aujourd'hui de la centrale, les deux tranches sont à l'arrêt », annonce Sébastien Koch, le secrétaire CGT de la centrale EDF de Martigues. Même situation à Total La Mède, où les grévistes étaient nombreux : 100 % pour l'équipe du matin, comme à la centrale de Gardanne. Bref, les bastions syndicaux du département ont répondu à l'appel.

Des initiatives à venir d'ici là

Évidemment, si les vacances sont à prendre en compte dans la mobilisation du jour, elle « prend tout son sens dans les villes petites et moyennes », plaide Franck Bergamini, secrétaire de l'UD FO 13, en référence au déplacement commun de l'intersyndicale nationale à Albi (31). Mais surtout, « elle prépare la grande journée du 7 ». Car, comme lui, les manifestants ont déjà tous cette date en tête. « On prévoit toute une série de distributions pour convaincre

les dernières personnes qui ne le seraient pas d'ici là », détaille-t-il. Convaincre par le factuel, « avec des simulations qui montrent l'impact de la réforme, l'avant et l'après ». À la CFDT aussi, on prépare déjà le 7. « On a un peu de temps pour faire en sorte qu'il y ait le plus de monde possible dans la rue. Il faut mettre un stop à la casse sociale », répète Patrick Rossi, du SNTU-CFDT, également à la RTM, qui voit dans cette journée de grève du 16 février « un intermède » avant celle du 7 mars. Un intermède qui n'empêche pas d'autres mobilisations d'ici là. « On prépare des initiatives, il y en aura, comme des assemblées générales dans toutes les entreprises », explique Olivier Mateu.

« On prépare des initiatives, il y en aura, comme des AG de partout »

Olivier Mateu, SG UD CGT 13

Les agents de la collecte des déchets de la Métropole AMP se rassembleront le 20 février devant le siège de la collectivité, à l'appel de la CGT. Un rendez-vous sur leurs propres revendications, mais aussi en lien avec le mouvement social. Même principe pour la CGT cheminots Paca : « Les TER seront en grève le 28 février contre l'ouverture à la concurrence », annonce Rémy Hours pour les cheminots de Marseille, notant la continuité « libérale » entre la privatisation et la réforme des retraites.

Signe de cohésion dans le refus, les travailleurs du rail étaient rangés derrière la banderole des industries électriques et gazières, « pour qu'il y ait convergence d'énergie », sourit Rémy Hours. C'est aussi la partie du cortège où il y a le plus d'ambiance. Renaud Henry, le secrétaire général de la CGT Énergie Marseille, harangue la foule sur un son d'IAM. « Pour que Laurent Berger appelle à bloquer le pays, c'est qu'il se passe quelque chose ! » lance-t-il en conclusion.

Amaury Baqué



Les rendez-vous

21 février Aubagne. Les militants de la CGT seront présents sur le marché pour un tractage en prélude à la journée d'action 7 mars.

22 février Arles. L'Union départementale CGT organise une distribution de tracts sur le marché.

24 février Gardanne-Vitrolles-Marseille. Même principe que pour Aubagne et Arles : distribution de tracts sur les marchés. À Marseille, c'est celui du Prado qui sera concerné.

2 mars Avignon. Meeting public unitaire de l'intersyndicale, à partir de 18 h dans la salle des fêtes de l'hôtel de ville.

lisés pour le retrait

À Avignon, ils seront dans la rue jusqu'au retrait de la réforme

Plus de 5 000 personnes, selon les syndicats, étaient présentes dans les rues de la cité des Papes ce jeudi matin, avec un mot d'ordre : continuer jusqu'au retrait.

Nous refusons de crever au travail », annonçait ce jeudi une travailleuse de l'industrie, syndiquée à la CGT. De la préfecture jusqu'au palais des Papes, la ferveur des manifestants et leur motivation à obtenir le retrait cette réforme s'est bien fait entendre. Si la mobilisation était plus faible dans la rue que la semaine passée, l'énergie et la colère étaient, elles, de même niveau.

Pour Yves, cheminot à la retraite, « d'ici au 7 mars, je continue à lutter, pour moi et les générations futures, et je continuerais encore ! » Dès que les cours reprendront, les organisations de jeunesse promettent de « continuer à se mobiliser sur les lycées et les facs », assure un membre du Canap, un syndicat étudiant. Idem pour ses amies non-syndiquées, qui annoncent vouloir « aller en manif sur nos lieux d'études ». L'objectif : mobiliser le 7 mars et avant.

L'intersyndicale vaclusienne a d'ores et déjà posé deux dates : le 1^{er} mars à l'université d'Avignon, l'ensemble des syndicats rencontrera les étudiants pour discuter de la réforme des retraites. Le 2 mars, c'est un meeting unitaire qui est annoncé à la salle des fêtes de la



Entre 2 700 personnes, selon la police, et 5 000 personnes, selon la CGT, ont battu le pavé avignonnais pour s'opposer à la réforme des retraites. PHOTO A.T.

mairie d'Avignon. Aurélia, membre du Snés-FSU et enseignante, rappelle également que « des réunions et des assemblées générales sont prévues » sur de nombreux lieux de travail.

Battre le fer tant qu'il est chaud

« On espère faire encore plus de choses avec l'intersyndicale », plaide Thierry Juny, co-délégué de Solidaires, « car on ne s'arrêtera pas le 7 mars ». D'ici là, « on va tracter ensemble à la rencontre des salariés dans les zones Fontcouverte, Courtine et Avignon Nord » indique Jean-Luc Bonnal, secrétaire général de l'union départementale FO. La CGT appelle également

à « participer à toutes les initiatives CGT ou unitaires à venir ».

Si certains syndicats étaient auparavant peu habitués aux manifestations, ils ne comptent plus aujourd'hui lâcher le pavé. « Il faut occuper le terrain jusqu'au 7, qui sera une grosse manif ». Il faut battre le fer tant qu'il est chaud », insiste Patrick Devaux, président de l'UD CFTC, assurant que « les gens sont de plus en plus solidaires », mais regrettant qu'il n'y ait pas « un peu plus de jeunes qui se sentent concernés ». C'est l'objectif de la rencontre du 1^{er} mars avec les étudiants.

Le 7 mars, c'est « le début d'un mouvement reconductible », rappelle Thierry Juny,

soulignant que « sans la grève reconductible, il n'entendra pas. (...) Il faut que tout le monde suive. Tout le monde est essentiel, tous les secteurs doivent bloquer », poursuit sa camarade de Solidaires, Magali Blaszczyk. Pour un militant de la CFDT, « un blocage du pays » n'est pas souhaitable. Mais le secrétaire général CFDT des centres sociaux, Florent Ponzo, rassure : « On ira jusqu'au bout, mais on attend les décisions de l'intersyndicale. » Dans le Vaucluse, elle se réunira mardi prochain au matin à la Bourse du travail d'Avignon pour préciser de nouvelles actions communes. Alice Terrier

L'intersyndicale compte 90 000 manifestants à Marseille, contre 7 000 du côté de la préfecture de police. PHOTO M.E.H

À Toulon, le feu pour éclairer la voie jusqu'au 7

Comme annoncé, l'intersyndicale Varoise a attendu la nuit pour éclairer la voie du combat contre la réforme des retraites. Ils étaient ainsi près de 5 000 à Toulon, pour une retraite aux flambeaux organisée à l'occasion de cette cinquième journée de mobilisation, avant de monter d'un cran le 7 mars.

« Tous les secteurs professionnels s'organisent activement », rapporte Jean Innocenzi, secrétaire général de la CFTD du Var. Dès le 23 février, une prise de parole de l'intersyndicale aura lieu devant la mairie, pour interpeller Yannick Chenevard (Renaissance), dans laquelle l'élu a l'habitude de faire ses permanen-



Pour le 23 février, l'intersyndicale a refusé d'interpeller les sept députés RN du département. PHOTO C.M.

ces. « Il n'a pas répondu à notre lettre, on va le voir », résume simplement Jean.

Organiser une lutte intergénérationnelle

« Ce mouvement a une unité forte sur la durée, il faut maintenant une unité de toutes les générations », plaide Cédric Turco, secrétaire adjoint de la FSU. Le 2 mars, une importante opération de tractage aura lieu dans les collèges et lycées pour rallier les lycéens et les enseignants afin de bloquer le pays le 7 mars et voir de longs cortèges dans les rues pour gagner le rapport de force contre le gouvernement. C.M.

L'ÉVÉNEMENT

À Draguignan, la révolte des sous-préfectures

Mises à l'honneur par les leaders syndicaux en déplacement à Albi, les petites villes se mobilisent une nouvelle fois contre la réforme des retraites, comme en Dracénie où 1 300 manifestants se sont retrouvés.

Amoindri mais pas abattu, le cortège de l'intersyndicale de la Dracénie est fidèle au poste pour cette cinquième journée de mobilisation contre la réforme des retraites.

« On s'y attendait, ce sont les vacances, reconnaît Laurent Micaelli, secrétaire de l'union locale FO. Nous avons quatre grosses manifs avant, on ne peut pas multiplier les bons chiffres à l'infini. » Au meilleur de la mobilisation, plus de 3 000 personnes ont manifesté en même temps à Draguignan. Pour cette cinquième vague, ils sont 1 300 à être dans la rue. Si la procession est réduite, elle prend des airs de grande fête sociale, avec de la musique et des enfants venus accompagner leurs parents. « C'est les vacances, mais nous, on continue, on ne lâche rien », scande le speaker de la CGT. C'est la première manif de Philippe et Christina contre cette réforme, le timing des vacances colle avec leur emploi du temps. « On habite ici », dit Christina, assistante scolaire. « C'est bien que tout le monde puisse participer », ajoute Philippe, ouvrier dans la climatisation. Il porte une attelle à la main gauche, travailleur handicapé, cela va assombrir son futur si la réforme passe.

À côté de sa grande sœur

Toulon, Draguignan fait bonne figure. Cela faisait longtemps que de tels rassemblements, aussi récurrents et nombreux, ne s'étaient pas vus. C'est dire l'importance de la question. « Il faut continuer à manifester localement. Ce serait trop compliqué de faire des transferts vers Toulon, il y aurait beaucoup moins de monde », indique Laurent. Beaucoup de manifestants doivent filer au boulot après leur descente dans la rue. Il ajoute : « On n'enlèvera pas les manifs à Draguignan. » Dans le Haut Var, Brignoles fait aussi office de bon exemple, où déjà quatre journées de grève ont été actées.

Prochaine étape pour l'intersyndicale, la journée du 7 mars. « Il est important de se mobiliser ici, parce qu'il y a des salariés qui font vivre la

« On n'enlèvera pas les manifs à Draguignan »

Laurent Micaelli, secrétaire union locale FO

Dracénie », résume Gilles Piazzoli, secrétaire de l'union locale de la CGT. Pour la prochaine étape, les syndicats veulent monter d'un cran et bloquer le pays. « Il n'y a pas de grande industrie, que des petites entreprises, mais c'est dans ces territoires où il y a le plus de la précarité, explique Gilles. On doit encore se concerter pour savoir comment on va s'organiser. » Plusieurs pistes sont d'ores et déjà étudiées. Une chose est sûre, c'est que l'initiative est préservée et que la lutte continue à Draguignan.

Cesar Mazouzi



PHOTO C.M.

À Arles, une mobilisation « encore de haut niveau »

Depuis le début du mouvement de contestation, les Arlésiens répondent présent à chaque rendez-vous. Et encore une fois, ce jeudi.

On était 1 500 manifestants, un chiffre un peu en baisse vu le contexte, mais ça reste quand même un haut niveau de mobilisation », se félicite Nicolas Bourcy, secrétaire de l'Union Locale CGT d'Arles, à la suite de cette nouvelle journée d'action. Il note que la participation « reste historique » au regard de tous les Arlésiens qui se sont mobilisés depuis le début du mouvement.

« Lors des derniers mouvements sociaux, avant la réforme des retraites, on était entre 500 et 700, c'est donc que ça prend », analyse le syndicaliste. Les manifestations arlésiennes drainent selon lui « des gens de tout le nord du département et d'ailleurs, de Fos-sur-Mer, de Tarascon, de Beaucaire, de Port-Saint-Louis-du-Rhône... ». Avec une constante, « la forte présence de salariés de la logistique », assurément due à la proximité de la plateforme logistique de Saint-Martin-de-Crau.

A.B.



Selon la préfecture de police, les manifestants étaient 700 à Arles. PHOTO DR

Retour sur les pancartes les plus créatives de la manifestation



PHOTOS ADÈLE GUILLOU



Dans la rue, les manifestants regardent l'Assemblée de loin

Les manœuvres se poursuivent à l'Assemblée nationale pour débattre et voter – ou pas – le report de l'âge légal de départ à la retraite avant vendredi soir. Mais, dans les cortèges, la volonté reste le retrait du projet.

Sur la pancarte portée à bout de bras sur les quais du Vieux-Port, le message est clair. « 64 ans, c'est chaud quand même. » Ce qui est moins clair, c'est de savoir si la mesure symbolique de la réforme des retraites sera débattue et votée par les députés. L'Assemblée doit en effet se prononcer sur le texte avant vendredi soir, minuit, procédure accélérée oblige. Mais, malgré le retrait de milliers d'amendements, il n'est pas certain que le temps suffise pour arriver à l'article 7, qui porte sur ce report de l'âge légal. L'intersyndicale nationale, dans un courrier envoyé mardi aux députés, exprimait sa préférence pour un rejet de cette mesure particulière. Un souhait partagé par certains manifestants dans le cortège marseillais, ce jeudi matin.

« On verra qui laisse passer la réforme »

« C'est important qu'il y ait un vote, assène ainsi Manuel Furter-Alphand, étudiant de 21 ans. C'est comme ça que fonctionne la démocratie, et ça fait des mois qu'ils nous empiètent les 49.3 et les 47.1, ce n'est pas possible de continuer comme ça ! » Mégaphone à la main, le jeune militant communiste espère une clarification des positions de chacun grâce au vote, notamment de l'extrême droite. Au gré des interventions relayées sur les réseaux sociaux, il suit les prises de parole à



Militants politiques, syndicalistes ou associatifs, les manifestants regardent les débats mais privilégient la force de la rue. PHOTOS V.S.

l'Assemblée et espère encore qu'une majorité rejette cet article 7. « L'idéal, c'est que le gouvernement retire tout le projet », pointe-t-il cependant. Et de reprendre son mégaphone pour appeler à soutenir les grévistes.

Plus loin dans le cortège, sous les drapeaux rouges du syndicat Force ouvrière, Emmanuel Proriot partage la même analyse. Délégué syndical chez Orange, lui aussi veut voir les députés débattre sur le report de l'âge légal. « Comme ça, tous les politiques vont se prononcer et on verra qui laisse passer la réforme », estime-t-il. Peu importe le parti. « Il faut les dépasser. Les intérêts des salariés sont prioritaires », juge-t-il, fidèle au positionnement de son organisation.

Si le syndicaliste suit de près les débats sur les chaînes d'in-

formation en continu, d'autres dans le cortège ne veulent pas entendre parler d'autre chose que du retrait pur et simple. Les batailles parlementaires viennent après. « C'est important qu'il y ait ce débat, estime Lætitia Cheli, enseignante de primaire. Ils ont bien rejeté l'article 2 de la loi. Mais je n'y crois pas trop. Il faut surtout que la réforme soit retirée. » Des débats du palais Bourbon, « on entend surtout les invectives ».

« J'ai suivi les débats un soir, mais c'est compliqué, c'est tellement un poulailler, ça n'aboutit à rien », acquiesce Ludovic Choucha. Alors, pour le laborantin syndiqué à la CGT, « le plus important, c'est qu'on reste dans la rue et qu'on soit de plus en plus nombreux ». D'autant plus qu'il ne veut pas que les débats se focalisent seulement l'âge légal de départ. « Il y a les

annuités qu'il faut qu'on fasse, la pénibilité, aussi... » Et de désigner les ouvriers qui, à quelques mètres, attaquent la chaussée au marteau-piqueur : « Ils ne pourront pas faire ça jusqu'à 64 ans... »

Dans son imper rouge siglé Attac, Christine Mead, retraitée à 60 ans avec une carrière longue, fait la moue. Elle a beau suivre de près les débats et les juge même intéressants, elle ne voit pas l'enjeu de voter sur le report de l'âge légal. « Je crains que ça ne soit perdu, la droite votera avec Macron », soupire-t-elle.

« Il faut bloquer jusqu'au bout pour la retraite », défend de son côté Anne-Laure, militante insoumise, en queue de cortège. « Ce qu'il faut, c'est que Macron s'en aille, il faut qu'il tombe. » Peu importe la stratégie parlementaire.

Yves Souben

Les mutualistes s'engagent pour le droit à la retraite



PHOTO M.E.H.

« Cette réforme, de par son contenu, va augmenter les inégalités sociales et de santé », affirme Carole Hazé, présidente de Solimut Mutuelle de France. Déjà présente lors des manifestations de 2019 contre le précédent projet de réforme des retraites, la mutuelle est un acteur historique du mouvement social.

Vêtus de leur gilet rouge floqué du logo Mutuelles de France, les militants « mutualistes sont présents aux côtés des syndicats depuis le début », souligne Jean-Paul Benoît, président de la fédération des mutuelles de France.

Avec cette réforme, le gouvernement « nie le droit de profiter de sa retraite », estime-t-il. Carole Hazé et Jean-Paul Benoît s'accordent pour dire que cette réforme ne répond pas à un objectif de progrès social. Au contraire, elle peut être le facteur de l'aggravation des inégalités entre les travailleurs.

Jean-Paul Benoît souligne le fait que même le patronat exprime des réticences quant à cette réforme.

Pour lui, le gouvernement, en niant l'ampleur de ce mouvement, « le méprise et n'est pas légitime », conclut-il.

Aliénor de Matos



FLASHEZ-MOI

Pour retrouver le best of des chants de manif, c'est par ici.

Ils mettent un zéro pointé à la réforme

La mobilisation était certes en baisse dans l'éducation et parmi la jeunesse en raison des vacances scolaires. Ils étaient tout de même 4 000 sous la bannière FSU, avec une idée en tête : réussir la grève générale du 7 mars.

Les jours de grande manifestation, il y a toujours le ballon géant de la FSU. Il agit comme un point de repère pour des enseignants en vacances venus manifester à Marseille, ce jeudi. Preuve que même pendant les congés, la réforme des retraites est dans toutes les têtes. « Les lieux de mobilisation se multiplient. Cinq rivières dans les Alpes, dont un ce soir à 18h à Briançon pour permettre à ceux qui sont au ski de manifester », annonce Ramadan Aboudou, conseiller principal d'éducation, syndiqué au Snes-FSU.

Sur le Vieux-Port, dans le cortège éducation, ils sont près de 4000 à s'être mobilisés, selon la FSU. « On sait qu'il va falloir hausser le ton. On a passé un cap », assure le syndicaliste. En ligne de mire, le blocage des écoles, collèges et lycées le 7 mars, jour de grève générale. En vacances dans la région, Marie-Laure, professeure d'EPS à Chartres, à 100 km de Paris, se dit que quitter à se promener, autant se promener en manifestant. « On est au même niveau



Syndicats de l'éducation et organisations de jeunesse étaient réunis dans un même cortège avec un objectif commun : en finir avec la réforme des retraites. PHOTOS CW.

qu'en 1995. Ça fait longtemps qu'on attendait qu'un mouvement comme celui-ci se remette en action. Vacances ou pas, il faut continuer », affirme la quinquagénnaire.

« Macron si tu savais, ta réforme où on se la met ! ». Ou encore « Une retraite avant la mort ». En chanson ou sur banderoles, les jeunes ne manquent pas d'imagination. Beaucoup moins sérieux que leurs aînés, les lycéens donnent de la voix sur le Vieux-Port. Pour Lola, 17 ans, élève de seconde au lycée Saint-Charles à Marseille, la mobilisation chez les jeunes « se cons-

truit pas à pas ». Entre deux manifestations, les opérations de tractage vont continuer devant les lycées, les blocus aussi. « On sait que si on ne le fait pas, ce sera trop tard. Nous, on est là pour nos parents et pour nous plus tard. Parce qu'aujourd'hui, c'est 64 ans, mais après, ce sera 67 », redoute la lycéenne, syndiquée à la Fidl.

Libre de manifester

« On voit que les gens veulent que les choses soient poussées jusqu'à début mars », observe à son tour Jean-François Caremel. Secrétaire acadé-



que du Snes-FSU à Lille, il est en vacances, mais pas en congés de mobilisation. « Il y a, assure-t-il, la volonté de faire basculer les choses. » Le mouvement contre la réforme des retraites a été jusqu'ici très suivi dans l'éducation. Pour cette 5^e journée dans la rue, Leonardo Perez, étudiant en anthropologie et co-président de l'Unef Aix-Marseille, estime que les vacances ne sont pas un handicap. « On n'a plus à choisir entre les cours et aller manifester. » Entre deux mobilisations, le syndicat étudiant imagine des événements festifs pour ali-

menter les caisses de grève. Dans son viseur, la journée du 7 mars. « De plus en plus d'étudiants sont conscients de la gravité de l'atteinte. Cette réforme délite le tissu social et, surtout, détruit cette solidarité intergénérationnelle », analyse l'étudiant. Sans être une démonstration de force, la manifestation entretient la flamme. « On montre que la détermination ne faiblit pas. On se prépare à quelque chose de très gros le 7 », pré-sage Marion Chopinet, secrétaire académique du Snes-FSU13.

Catherine Walgenwitz

Comment vous voyez-vous à 64 ans ?



Franck 57 ans
Agent de maîtrise dans la pétrochimie : « Je vais pouvoir bénéficier d'une préretraite amiante et partir plus tôt. Je vais profiter de la vie après toutes ces années de travail. Il y a le choix : voyager, faire du sport, de la musique. Je resterai dans la vie associative, notamment à la Maison des jeunes et de la culture où je pourrais faire profiter de mon expérience aux jeunes car j'ai eu la chance d'être éduqué à la culture syndicale. Il faut qu'ils aient une condition acceptable. »



Marine 37 ans
Institutrice : « J'espère être à la retraite ! J'aurai du temps pour aller voir ma famille, mes amis. Et surtout jardiner, si j'arrive un jour à avoir un jardin. Je serai bénévole dans une association, soit dans mon domaine en donnant des cours de soutien scolaire ou dans un jardin partagé. Enfin, s'il me reste assez d'énergie dans la vie, car à 37 ans, je suis déjà crevée. Je me vois bien rester en ville, mais aussi avoir un endroit pour se mettre au vert, comme le Luberon. »



Malka 53 ans
Agent EDF, secrétaire générale CFDT : « Je passerai mon temps libre avec mes petits-enfants car le CAC 40 me prend tout mon temps alors que je devrais le passer avec eux. Je ferai des voyages où je n'ai pas à demander à mon employeur pour partir. Je participerai d'une autre manière à la société, en essayant de faire tourner les associations, les petits commerces. J'aurai plus de temps à donner aux autres et je continuerai mon boulot à l'association Trait d'Union. »



Clément 27 ans
Comptable à FO 13 : « Je me vois partir à la campagne, d'où je suis originaire, je ne veux pas m'éterniser en ville (rires). Être en pleine forme et voyager, notamment en France car écologiquement, c'est compliqué de partir à l'étranger. Et puis, avoir une vie familiale sans souci, pouvoir m'occuper de mon potager. Je m'investirai pleinement en tant que bénévole chez FO. La vie associative est importante, car elle permet de sortir de sa vie, de voir d'autres choses. »



Baya 52 ans
AESH : « J'ai du mal à me projeter. J'espère être en bonne santé et pouvoir profiter de la vie. J'aimerais voyager, faire ce que je n'ai pas pu faire avec mes enfants. On verra au niveau des finances, mais j'ai l'espoir d'une vie meilleure. Et pourquoi pas faire de l'humanitaire. Je me vois bien à la campagne, c'est reposant. Je suis originaire d'un petit village dans le Var, j'aimerais y retourner, profiter de la nature là-bas pour faire des balades. »
Propos recueillis par Louis Dupin



PHOTOS M.E.L.

OFFRE SPÉCIALE « COMBAT POUR NOS RETRAITES »

Je suis informé
avec La Marseillaise

La Marseillaise

Numérique

Un accès complet au site Internet lamarseillaise.fr
et à la liseuse La Marseillaise

- La Marseillaise Provence tous les jours, La Marseillaise Occitanie tous les vendredis, le supplément Week-end tous les samedis, le programme TV Diver-to.tv tous les samedis.
- Le Mag Été, le Mag Hiver, le Mag Séniors et tous les suppléments édités par La Marseillaise : Le Mondial La Marseillaise à pétanque, Le Grand Prix cycliste de Marseille La Marseillaise, ...
- Zébuline Hebdo tous les mercredis en Provence et tous les vendredis en Occitanie et Zébuline Mag quatre fois par an.



Toute l'actualité des Bouches-du-Rhône, du Var,
du Vaucluse, de l'Hérault et du Gard pour

5 euros par mois

pendant 3 mois puis 9,90 euros
pour tout abonnement avant le 28 février 2023

Oui, je m'abonne à La Marseillaise. Merci de remplir tous les champs en lettres majuscules, de signer le formulaire et de nous transmettre un Relevé d'Identité Bancaire (RIB). A renvoyer à : La Marseillaise, Service Abonnements, 15 Cours Estienne d'Orves, 13001 Marseille.

OFFRE « COMBAT POUR NOS RETRAITES »

NOM ET PRENOM: _____ DATE DE NAISSANCE: _____

ADRESSE: _____ CODE POSTAL ET VILLE: _____

TEL: _____ EMAIL: _____ @ _____

SIGNATURE *

* La signature vaut acceptation des conditions générales de vente de La Marseillaise (à consulter sur lamarseillaise.fr)

abonnement@lamarseillaise.fr - 04 91 57 75 20 du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00.

L'ÉVÉNEMENT

1,3 million de manifestants en France selon la CGT

Toujours unie, l'intersyndicale a maintenu ce jeudi la pression dans la rue pour le retrait de la réforme des retraites et prépare le prochain rendez-vous fixé au 7 mars.

Albi est devenu l'épicentre de l'acte V de la contestation contre la réforme des retraites, ce jeudi. Les leaders nationaux de l'intersyndicale (CFDT, la CGT, FO, CFE-CGC, CFTC, Unsa, FSU et Solidaires), s'y étaient donné rendez-vous. « Cette manifestation est le symbole de la mobilisation dans les villes petites ou moyennes », a lancé le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez en tête de cortège. « On a tous été surpris par l'ampleur de la mobilisation dans les territoires dès le 1er jour. Défiler à Albi aujourd'hui, c'est rendre hommage à la mobilisation de tous, partout. Albi n'est pas une ville totalement neutre, elle a compté dans notre histoire sociale », ajoute le président confédéral de la CFE-CGC, François Hommeril.

C'est sur cette terre de gauche et sur les pas de Jean Jaurès qu'ont marché les opposants à la réforme des retraites. « C'est pour montrer à l'exécutif ce que nous lui disons depuis des se-

maines : la mobilisation en Province est encore plus forte que dans les grandes métropoles », le secrétaire général de FO, Frédéric Souillot pendant la manifestation. « Pourquoi ? Parce que l'inflation, le prix du carburant, pas de hausse de salaires... La réforme des retraites c'est le catalyseur de ce que vivent les gens ici », souligne-t-il.

Au niveau national, la CGT revendique 1,3 million de manifestants dont 300 000 à Paris, tandis que le ministère de l'Intérieur en recense 440 000 en France et 37 000 dans la capitale. Si, en termes d'affluence, la mobilisation est légèrement en baisse, la détermination ne l'est pas.

« Miser sur un essoufflement ? Une folie ! »

« Les salariés disent, ceux qui veulent nous faire travailler plus longtemps ne connaissent pas le travail et ne savent pas le boulot qu'on fait. S'ils avaient un peu plus le pied dans la vraie vie ils comprendront qu'on ne peut pas travailler deux ans de plus », fustige Philippe Martinez, soutenu par son homologue de la CFDT : « Aujourd'hui il faut écouter le monde du travail. Ceux et celles qui manifestent ce sont les travailleurs et travailleuses de tous secteurs professionnels du public comme du privé qui font tourner le pays, et qui ne veulent pas être méprisés. Ces 64 ans ils les reçoivent comme



Les leaders syndicaux se sont retrouvés à Albi ce jeudi. PHOTO AFP

du mépris», renchérit Laurent Berger. « Le gouvernement doit entendre ce qui est en train de se passer. Miser sur un possible essoufflement du mouvement, c'est une folie ! », alerte le leader syndical.

Un sondage publié ce mercredi par l'Institut CSA pour Cnews, révèle que 6 Français sur 10 (67 %) se disent désormais opposés au projet de réforme des retraites proposé par le gouvernement. Ce rejet enregistre une hausse de six points en un mois. « Nous avons gagné la bataille de l'opinion car les arguments que nous avons portés depuis le début, sont les arguments de vérité. Nous avons dit que cette réforme n'était pas justifiée parce que les indicateurs qui

ont été mobilisés sont très contestables », estime François Hommeril.

1 million de signatures pour la pétition

Mercredi, le cap symbolique du million de signatures a été dépassé sur la pétition émanant de l'intersyndicale et intitulée « Retraites : non à cette réforme injuste et brutale ! » et rejette un texte « n'a rien d'une nécessité économique », mais est « le choix de l'injustice et de la régression sociale ». Elle devient ainsi la troisième pétition la plus signée sur Change.

Après de long mois d'une « concertation » qui n'en a que le nom et d'un « dialogue » revendiqué par un gouvernement qui n'a jamais écouté ses inter-

locuteurs, les syndicats se sont lancés dans cette bataille unie. Et c'est sous cette unité historique qu'ils entament cette nouvelle étape de la contestation. « Ce mouvement est tellement puissant, tellement profond (...) Il faudra que le gouvernement voit ce qu'il se passe. Pour l'instant, il fait la sourde oreille », répète Mireille Guilbert co-déléguée de Solidaires.

Le prochain rendez-vous est déjà fixé au 7 mars où les syndicats promettent de « mettre la France à l'arrêt ». Le lendemain, des actions seront menées lors de la journée internationale des droits des femmes. Les organisations de jeunesse se mobiliseront le 9.

Laureen Piddi

Les réactions

Emmanuel Macron, président de la République : « Ils (les opposants) sont totalement perdus et considèrent comme d'habitude que les Français ne sont que le décor de leur action faute d'être au cœur de leurs préoccupations. »

Fabien Roussel, secrétaire national du PCF : « Le gouvernement s'entête et le Président de la République nous provoque en demandant aux Français d'accepter cette réforme qui est particulièrement injuste. La détermination et le calme doivent rester de notre côté. Aujourd'hui est une étape, ce que je souhaite c'est que le 7 mars prochain ce soit une étape encore plus forte et importante. Si on doit bloquer le pays, bloquons-le. »

Olivier Faure, premier secrétaire du PS : « On est dans un

moment charnière, on est à la fois à la fin du débat à l'Assemblée (...) et après il y aura le rendez-vous fixé par les syndicats avec une grève générale le 7 mars. À partir de là, le monde syndical aura à définir les moyens d'action pour pouvoir faire plier le gouvernement et arriver à incarner cette opposition qui est ultra-majoritaire en France. »

Éric Ciotti, président LR : « Le bureau politique LR a voté à la quasi-unanimité une motion favorable au vote de cette réforme des retraites. Nous voulons sauver le système par répartition hérité du général de Gaulle tout en le réformant afin de trouver un équilibre. »

Marine Tondelier, secrétaire nationale d'EELV : « Les manifestations contre la réforme des retraites sont en fait pour la

dignité ! Après des années à encaisser des humiliations, les Français sont en train de relever la tête. Cette réforme attente à nos droits sociaux. Nous les défendrons dans la rue comme au Parlement ! »

Mathilde Panot, présidente du groupe LFI à l'Assemblée nationale : « Avec leur réforme, si on commence à travailler à 16 ans : 44 annuités. À 17 ans : 43 annuités. À 18 ans : 44 annuités. À 19 ans : 43 annuités. Chiffre pair, tu perds. L'absurdité généralisée. Et toujours aucune réponse du ministre. »

Sophie Taille-Pailon, députée Génération.s : « Les politiques injustes du gouvernement font baisser les impôts des riches et augmentent ceux des modestes. C'est ça la réalité : faire payer 17,7 milliards aux Français par l'allongement de la durée travail

alors que les multinationales sont exonérées. Une honte ! »

Frédéric Valletoux, porte-parole des députés Horizons : « Avec le groupe Horizons nous souhaitons voter l'article 7, car chacun doit prendre ses responsabilités. Le RN par son silence, sa relative absence des débats et, de l'autre côté, l'obstruction de la Nupes ne font pas progresser le débat d'un millimètre. »

Aurore Bergé, présidente des députés Renaissance : « À défaut de renoncer à la réforme les syndicats demandent une clarté démocratique et que nous puissions voter. Si d'ici demain minuit nous ne votons pas [sur l'article 7 de la réforme des retraites], c'est parce qu'à un moment LFI aura fait le choix qu'on ne vote pas parce qu'ils ont peur du vote. »

L'ÉVÉNEMENT

Dernière journée cruciale de débats à l'Assemblée nationale

Emmanuel Macron s'énervé, les composantes de la Nupes débattent de l'intérêt de voter l'article 7, comme le souhaitent les syndicats, tandis que la majorité présidentielle vacille encore un peu plus, après une nouvelle journée de mobilisation.

Les oppositions n'ont plus de boussole et sont totalement perdues», a lancé mercredi, en Conseil des ministres, le chef de l'État, au sujet des débats qui agitent actuellement l'Assemblée nationale. « Il n'entend rien, ne comprend rien : oui, le peuple français a une boussole, il veut que les efforts soient récompensés par des progrès pour tout le monde, et pas par des reculs sociaux », a répondu Jean-Luc Mélenchon (FI), en marge du cortège auquel il participait à Montpellier. « Le gouvernement s'entête et le président de la République nous provoque en demandant aux Français d'accepter cette réforme si injuste », a déclaré Fabien Roussel, député et secrétaire national du Parti communiste Français.

Les députés débattront-ils de l'article 7 ?

Après plusieurs jours d'empoignades, les députés abordent la dernière ligne droite



Les appels se font pressants auprès de la FI pour qu'elle abandonne ses amendements et permette de débattre de l'article 7. PHOTO AFP

des débats jusqu'à vendredi minuit, heure couperet de l'examen du texte avant sa transmission au Sénat. Avec une question centrale : l'article 7, celui instituant le recul de l'âge légal de départ à la retraite à taux plein, sera-t-il mis en débat et fera-t-il l'objet d'un vote ou pas ?

Deux positions se distinguent. Selon le député Sébastien Jumel (PCF), « la majorité multiplie depuis deux jours les occasions d'embourber le débat (...) Vous avez une

peur féroce d'aller à l'article 7 », lance-t-il. Le rejet de l'article 2, en début de semaine, ayant fait l'effet d'un avertissement sans frais. « Oui, allons vite à l'article 7 ! », lance en écho Fabien Roussel, « les salariés, les Français nous regardent. Que tout le monde retire ses amendements ! »

« Dans ce débat, nous avons obligé le gouvernement à se démasquer sur sa réforme avec le retrait pour objectif. Aujourd'hui, au service du mouvement social et des Français,

nous retirons nos amendements pour examiner le cœur de cette réforme. Et nous les attendons de pied ferme ! », a lancé sur le parvis de l'Assemblée Pierre Dharréville, le député communiste des Bouches-du-Rhône.

Si les communistes ont effectivement retiré leurs amendements, ce n'est pas le cas de La France Insoumise. Le leader de la FI a justifié cette position dans un tweet : « Incompréhensible retrait des amendements du PCF. Pourquoi

se précipiter à l'article 7 ? Le reste de la loi ne compte pas ? Hâte de se faire battre ? », a-t-il tancé sur Twitter. Le ministre des Comptes publics, Gabriel Attal, a dénoncé une « bascule » et un « aveu » de Jean-Luc Mélenchon, qui veut faire « traîner les débats ». Tandis qu'Olivier Dussopt a été de nouveau interpellé par la gauche sur le « flou » des chiffres concernant les conséquences de la réforme. « C'est la réforme Dracula : plus on l'éclaire, plus elle se transforme en cendres », a ironisé le député PS Jérôme Guedj.

Vers le 7 mars

La majorité présidentielle avait validé le calendrier extrêmement serré de l'examen de la loi, au grand dam des oppositions souhaitant largement débattre.

« C'est lamentable ce qui se passe au Parlement, il faut que ça avance », a déclaré à Albile président de la CFTC Cyril Chabanier, à l'unisson de l'intersyndicale. L'ensemble des syndicats avaient dans des mots très similaires appelés les parlementaires à examiner le fameux article 7 avant vendredi minuit, afin que chacun puisse avancer ses arguments et se positionner.

Vote ou pas, les syndicats ont en vue la journée du 7 mars que Laurent Berger envisage comme « une immense journée de mobilisation ».

S.F. avec AFP

ET AUSSI

Les salariés de l'énergie prêts pour mettre « la France à l'arrêt »

Les salariés du secteur de l'énergie, en grève contre le projet de réforme des retraites, étaient mobilisés jeudi dans de nombreux sites industriels, comme une répétition générale avant de « mettre à l'arrêt » le pays, le 7 mars prochain. Chez EDF, ils ont procédé dans la nuit de mercredi à jeudi à de nombreuses baisses de production d'électricité, d'un peu plus de 3 000 MW, soit l'équivalent de trois réacteurs nucléaires, a-t-on appris auprès de la CGT et d'EDF. Certaines baisses étaient toujours en cours dans les unités de production nucléaire de Paluel 2 (Seine-Maritime) et Flamanville 2 (Manche), ainsi qu'à la centrale thermique de Martigues (Bouches-du-Rhône). « On a fait la démonstration qu'on pouvait être partout et donc on est prêt pour la France à l'arrêt » et la journée nationale d'action du 7 mars, a déclaré à l'AFP Fabrice Coudour, secrétaire fédéral de la branche

énergie de la CGT.

Lycéens et étudiants durcissent le ton

Des organisations étudiantes et lycéennes ont appelé à « durcir le mouvement » contre la réforme des retraites, avec une journée de mobilisation de la jeunesse le 9 mars et plusieurs sites universitaires étaient fermés jeudi dont celui de Tolbiac à Paris, occupé jusqu'à la mi-journée. « Nous appelons la jeunesse à se mobiliser, à durcir le mouvement et à mettre à l'arrêt le pays pour faire comprendre au gouvernement que nous refusons son projet de réforme des retraites », ont indiqué dans un communiqué commun les syndicats étudiants Unef, Alternative et la Fage, le mouvement lycéen la Voix Lycéenne, ou encore l'Union des étudiants communistes, les Jeunes socialistes, les Jeunes insoumis et les Jeunes écologistes. Les organisations demandent « à construire la mobilisation par des

actions sur les lieux d'études tous les jeudis jusqu'au 7 mars » puis « à faire monter la pression le 7 mars » et « à continuer la mobilisation le 8 mars ». Elles ont appelé aussi « à une journée d'action et de mobilisation de la jeunesse, le 9 mars pour dénoncer et mettre en lumière l'impact de la réforme sur les jeunes, et imposer une véritable mise en protection sociale des jeunes ».

Les cheminots visent la grève reconductible

Le taux de gréviste était en baisse à la SNCF ce jeudi. Plusieurs sources syndicales avaient averti sur une possible baisse de la mobilisation, alors que les vacances scolaires ont démarré partout, sauf en Ile-de-France et en Occitanie. Les syndicats disent également se préparer pour la journée du 7 mars, après les vacances, au cours de laquelle l'intersyndicale a appelé à mettre « la France à l'arrêt ». La CGT-Cheminots, premier

syndicat dans l'entreprise, a d'ailleurs fait savoir qu'elle envisageait une grève reconductible « pour passer à un niveau de mobilisation plus intensif ». La grève de jeudi a engendré des perturbations moins importantes que lors des précédentes mobilisations.

Rennes : les manifestants envahissent la gare

Des manifestants sont allés sur les voies ferrées près de la gare de Rennes, jeudi en début d'après-midi, en marge du défilé contre la réforme des retraites, conduisant la SNCF à suspendre le trafic, a indiqué jeudi à l'AFP la société ferroviaire. Aux alentours de 13h, plusieurs dizaines de manifestants ont envahi les voies ferrées aux abords de la gare. Les CRS ont ensuite délogé les manifestants, sans usage de gaz lacrymogènes et ont effectué au moins une interpellation, selon la même source.